



De hauts gradés de l'armée canadienne se joignent au SCRS pour exiger l'interdiction de Huawei

Par [Roger Jordan](#)

Mondialisation.ca, 14 février 2020

wsws.org 12 février 0200

Région : [Asie](#), [Le Canada](#)

Thème: [Services de renseignements](#),
[Transnationales](#)

De hauts gradés de l'armée canadienne se sont joints à la principale agence d'espionnage du pays, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), pour convaincre le gouvernement libéral Trudeau d'interdire complètement Huawei et sa technologie du réseau 5G du pays, a rapporté le *Globe and Mail*.

La révélation a fait la une l'édition de l'édition du lundi du «journal officiel du Canada». L'article, qui regorgeait d'avertissements insistants de hauts responsables militaires et de dirigeants d'entreprises anonymes au sujet de la «menace» de Huawei, est une intensification accrue de la campagne anti-Chine déjà prononcée.

Pendant des mois, l'establishment de la sécurité militaire, une grande partie des médias et l'opposition conservatrice ont exigé que le gouvernement Trudeau – qui collabore déjà entièrement à l'offensive militaro-stratégique de Washington contre Pékin – adopte une ligne anti-Chine encore plus dure. La question de savoir si Ottawa se plie aux demandes de Washington et impose une interdiction totale de la participation de Huawei au réseau 5G du Canada est de plus en plus invoquée comme un test décisif de sa réelle opposition envers la Chine.

Un responsable militaire anonyme a déclaré au *Globe* que des officiers de haut rang, y compris le général Jonathan Vance, chef d'état-major de la défense, pensaient que Huawei n'était «pas un fournisseur de confiance, car son équipement 5G pourrait être utilisé pour l'espionnage chinois ou pour désactiver des infrastructures essentielles lors d'une crise internationale.» De plus, ils sont «préoccupés par le fait que permettre à Huawei d'utiliser la 5G pourrait compromettre la coopération en matière de sécurité avec les États-Unis et le partage de renseignements dans le partenariat des *Five Eyes* entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis».

Les efforts visant à intensifier davantage la campagne anti-Chine contre Huawei font suite à l'annonce par la Grande-Bretagne à la fin du mois dernier qu'elle autoriserait le géant chinois de la technologie à fournir des équipements pour certaines parties de son réseau 5G. Les autorités américaines et australiennes insistent cependant sur le fait que toute utilisation d'équipements chinois dans le réseau représente une menace.

Dans des commentaires prononcés lors d'une réunion des gouverneurs des États-Unis au cours du week-end, à laquelle ont assisté cinq premiers ministres canadiens, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a mis en garde contre le «bras long de Pékin». Cela fait suite à une série de commentaires de sénateurs américains, démocrates et républicains,

menaçant Ottawa d'un déclassement du partage de renseignements s'il ouvre une partie du marché canadien de la 5G à Huawei.

Des milliards de dollars sont en jeu pour les géants des télécommunications. Bell et Telus, respectivement deuxième et troisième plus grandes sociétés de télécommunications du Canada, ont investi massivement dans la technologie Huawei et ont averti le gouvernement qu'une interdiction leur coûterait très cher. En revanche, Rogers, le plus grand fournisseur de téléphones portables et d'Internet du pays, a peu ou pas d'exposition à Huawei.

L'élite dirigeante du Canada est avant tout déterminée à maintenir son étroit partenariat militaro-stratégique avec l'impérialisme américain, ce qui lui a permis de poursuivre ses propres ambitions impérialistes prédatrices à travers le monde au cours des trois derniers quarts de siècle.

En plus de la campagne anti-Chine acerbe dans les médias, l'élite dirigeante du Canada a pris le parti de Washington dans sa confrontation économique et militaire grandissante contre Pékin. Le gouvernement Trudeau a renégocié l'Accord de libre-échange nord-américain pour consolider ce qui est dans tous les éléments essentiels un bloc commercial nord-américain dirigé contre la Chine. Il a également donné son feu vert à l'arrestation de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, alors qu'elle traversait l'aéroport de Vancouver en décembre 2018, et pousse à son extradition vers les États-Unis pour de fausses accusations d'avoir échappé aux sanctions économiques de Washington contre l'Iran.

Sur le front militaire, Ottawa a approfondi sa collaboration avec Washington dans des opérations en Asie-Pacifique, notamment en envoyant des navires de guerre canadiens dans des missions dites de «liberté de navigation» conçues pour contester les revendications territoriales chinoises dans la mer de Chine méridionale.

L'engagement d'Ottawa à moderniser le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et la poussée connexe des cercles militaro-stratégiques pour que le Canada se joigne au bouclier américain de défense contre les missiles balistiques visent en fin de compte à préparer l'alliance américano-canadienne pour la guerre avec des concurrents majeurs comme la Russie et la Chine, des guerres qui seront probablement menées avec des armes nucléaires.

Cette perspective est discutée ouvertement dans les milieux militaires et de la défense. Lors d'une conférence organisée le 29 janvier par l'Institut canadien des affaires mondiales, le commodore Jamie Clarke, un officier supérieur des Forces armées canadiennes et directeur adjoint de la stratégie du NORAD, a appelé à une action urgente pour améliorer les capacités du NORAD, y compris son système de détection d'alerte rapide.

Indiquant clairement que cette mise à niveau nécessiterait des dizaines de milliards de dollars de dépenses supplémentaires en plus de l'augmentation de 70% des dépenses de défense déjà annoncée par le gouvernement libéral d'ici 2026, le vice-ministre de la Défense, Jody Thomas, a déclaré à la même conférence: «Je ne pense pas que nous devrions croire que nous allons faire plus avec la même chose. C'est l'historique du ministère, et nous ne pouvons pas le faire. Pas avec le montant d'argent qui est nécessaire» pour le réarmement en vertu de la politique de défense nationale du gouvernement, «et avec l'argent nécessaire au NORAD.»

L'engagement initial de Trudeau à son arrivée au pouvoir en 2015 pour renforcer les relations commerciales et peut-être même conclure un pacte de libre-échange avec Pékin a été largement abandonné. Une partie importante de la bourgeoisie, en particulier ceux qui ont des liens avec la puissante famille Desmarais, a soutenu cette stratégie en vue de diversifier les exportations canadiennes et d'ouvrir de nouvelles opportunités commerciales pour l'élite patronale.

Un important porte-parole de cette faction est l'ancien premier ministre Jean Chrétien, qui a imputé la détérioration des relations canado-chinoises à Trump dans une entrevue de décembre. Il a accusé le président américain d'avoir tendu un «piège» à Ottawa en exigeant qu'il détienne Meng et a déclaré que le Canada en avait payé le prix avec une dégradation des relations avec Pékin. Cela comprenait l'arrestation de deux Canadiens en Chine et l'interdiction par la Chine de certaines exportations agricoles canadiennes.

Cependant, dans les conditions de l'expansion des mesures de guerre commerciale de Trump et de l'intensification des tensions entre les grandes puissances du monde, le Canada est contraint de choisir un camp. John Turnbull, un général de brigade à la retraite qui a travaillé dans le renseignement militaire, a carrément soulevé ce point dans le *Globe* de lundi. «Cette relation avec le *Five Eyes* est assez importante pour (le ministère de la Défense nationale) et pour le monde du renseignement militaire», a-t-il dit, faisant référence à la participation du Canada au réseau mondial d'espionnage dirigé par les États-Unis. «Je ne sais pas combien de personnes comprennent vraiment la 5G, mais elles comprennent l'économie et elles comprennent les jeux de pouvoir. Et il y a deux grandes sphères économiques d'influence ici, et lorsque nous sommes obligés de choisir un camp, cela a tendance à être avec les États-Unis pour de nombreuses et excellentes raisons qui vont bien au-delà de la sécurité informatique.»

Cette affirmation sans gêne des intérêts impérialistes canadiens fournit un autre exemple de la fraude totale de la posture de l'élite dirigeante canadienne, menée depuis 2015 par Trudeau, en tant que puissance «humanitaire» et «progressiste». La réalité est que pas moins que l'extrême droite de Trump à Washington et Macron ou Merkel en Europe, le gouvernement libéral du Canada met de l'avant un programme favorable à la guerre combiné à un brusque virage à droite en politique intérieure.

L'infâme campagne anti-Chine qui imprègne les médias canadiens depuis des mois a créé un environnement qui encourage les forces politiques les plus réactionnaires. Alors que l'épidémie de coronavirus s'est propagée à l'échelle mondiale ces dernières semaines, les Canadiens d'origine chinoise, qui constituent une minorité importante, en particulier dans les plus grandes villes du pays, ont signalé une augmentation des attaques xénophobes et racistes. Une pétition lancée par des parents de la région de York, près de Toronto, où vit une importante communauté chinoise, a appelé les écoles à mettre en quarantaine tous les enfants et familles chinois qui ont voyagé dans le pays depuis le début du virus.

Ces sentiments racistes ont été activement encouragés par les journalistes des médias grand public. Le journaliste d'investigation de CTV, Peter Akman, a déclenché une vague d'indignation publique en tweetant une photo de lui portant un masque à côté d'un coiffeur asiatique. «J'espère que tout ce que j'ai eu aujourd'hui est une coupe de cheveux», indique la légende de la photo.

Amy Go du Conseil national chinois canadien pour la justice sociale a établi un parallèle historique avec le racisme du «péril jaune» promu dans la première moitié du 20e siècle

pour diviser les travailleurs et légitimer les conflits militaires, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale contre le Japon. «Ce genre de violation des droits de l'homme, cette stigmatisation accrue, cet enracinement de la perception du "péril jaune" ... en fin de compte, collectivement, nous en subissons les conséquences», a commenté Go. «Lorsque le coronavirus sera maîtrisé, devinez ce qui va rester? [L'idée que] les Chinois sont porteurs de maladies.»

Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWWS, le 12 février 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Roger Jordan, wsws.org, 2020

Articles Par : Roger Jordan

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca